

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4243

[2003/201451]

15 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing van het decreet van 27 maart 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op zijn artikelen 59,70 en 81, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003, in zijn artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 oktober 2000 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, gegeven op 20 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 mei 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies 35.605/4 van de Raad van State gegeven op 9 juli 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

Besluit :

Artikel 1. . Bij de aanwerving van een aanvullend lid van zijn administratieve formatie kan de erkende sportfederatie of de erkende sportvereniging een aanvraag op specifiek voorschot indienen bij het bestuur.

Om in aanmerking te komen moeten de volgende documenten samen met de aanvraag op specifiek voorschot worden ingediend :

- 1) het volledig curriculum vitae van het betrokken personeelslid, met inbegrip van de naam, voornamen, adres, burgerlijke stand, leeftijd, nationaliteit, beroepservaring, behaalde diploma's;
- 2) een afschrift van de arbeidsovereenkomst met inbegrip van het jaarlijks bruto-bedrag van de bezoldiging;
- 3) een afschrift van de R.S.Z.-verklaringen.

Art. 2. Het bedrag van het voorschot bedoeld in artikel 1 mag niet hoger zijn dan 50 percent van het bedrag van de toelage die aan dit personeelslid zou verleend worden bij toepassing van de algemene bepalingen van het decreet van 26 april 1999 en van het besluit van de Regering van 30 oktober 2000.**Art. 3.** . Het bedrag van het voorschot bedoeld in artikel 1 wordt ingevorderd naar rata van één derde per jaar gedurende de drie jaren die volgen op het begrotingsjaar. Het jaarlijks invorderbaar bedrag zal in mindering gebracht worden op de aan de federatie toegekende werkingsstoelagen voor het betrokken jaar.

Ingeval van ontslag of van opzegging betreffende een personeelslid wiens bezoldiging het voorwerp is geweest van een specifiek voorschot, wordt het in te vorderen saldo onmiddellijk opgeëist.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden de Sport behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Brussel, 15 september 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4244

[2003/201570]

15 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés.

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein Air donné le 20 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 juillet 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du conseil d'Etat 35.769/2/V; donné le 19 août 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er} 1°, les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française ayant le sport dans ses attributions;

2° le décret : le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés.

CHAPITRE I^{er}. — *De la reconnaissance*

Art. 2. Pour être reconnu, un centre sportif local ou un centre sportif local intégré introduit une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

Art. 3. La demande de reconnaissance, ainsi que ses annexes, est adressée à l'administration par courrier recommandé.

Art. 4. § 1 Un centre sportif local joint à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

1° une copie de ses statuts et la preuve de leur publication au *Moniteur belge*;

2° une copie de son règlement d'ordre intérieur;

3° la liste à jour des membres de leur organe de gestion reprenant les noms, adresses et fonctions exercées;

4° la liste à jour des infrastructures sportives gérées par le centre sportif local, leurs descriptions techniques et tous documents prouvant la détention par le centre sportif local d'un droit de propriété ou de jouissance;

5° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance et visant notamment les points 1, 2, 3 et 9 de l'article 9 du décret;

6° le plan d'occupation et d'animation sportives des infrastructures sportives concernées relatif à l'année en cours;

7° une copie de la police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et la réparation des dommages corporels des utilisateurs des infrastructures sportives concernées;

8° tous documents utiles relatifs à la constitution, à la nature juridique et à la composition du Conseil des utilisateurs locaux visé à l'article 9, 9) du décret;

9° le plan budgétaire prévu à l'article 9, 11° du décret.

§ 2 Les centres sportifs locaux organisés en régie sont dispensés de présenter les documents visés aux points 1°, 2° et 3° du § 1.

Art. 5. Un centre sportif local intégré joint à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

1° ceux visés à l'article 4 du présent arrêté;

2° une copie des décisions des pouvoirs organisateurs dont dépendent les infrastructures sportives à usage scolaire qui confient au centre sportif local intégré la gestion desdites infrastructures en dehors des horaires scolaires.

Art. 6. Lorsque un centre sportif local ou un centre sportif local intégré gère des infrastructures sportives situées sur les territoires de plusieurs communes, les délibérations des Conseils communaux qui autorisent leur adhésion au centre sportif local ou au centre sportif local intégré sont jointes à la demande de reconnaissance.

Art. 7. Pour être reconnu, un centre sportif local ou un centre sportif local intégré doit gérer, au minimum, une infrastructure sportive couverte d'au moins 286 m² de surface sportive attenante, aménagée et équipée réglementairement pour permettre, en toute sécurité, l'entraînement et la compétition dans au moins cinq disciplines sportives différentes dont un des principaux sports de ballons (volley, basket-ball, hand-ball, football en salle) et des infrastructures de plein air permettant la pratique réglementaire, en toute sécurité, d'au moins trois disciplines sportives.

Art. 8. Le Ministre est chargé de prendre les décisions d'octroi, de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait de reconnaissance.

La décision de reconnaissance ou de non-reconnaissance est prise endéans les 6 mois à dater de l'envoi de la demande de reconnaissance.

Art. 9. Toute décision prise en vertu de l'article 8 est notifiée au centre sportif local ou au centre sportif local intégré.

Art. 10. Dans les trente jours suivant la notification de la décision de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait, le centre sportif local ou le centre sportif local intégré peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

Sous peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé et contient les éléments suivants :

1° la motivation du recours;

2° les arguments ou éventuels éléments nouveaux que le centre sportif local ou le centre sportif local intégré entend faire valoir;

3° l'identité de la ou des personnes qui représentent le centre sportif local ou le centre sportif local intégré et qui souhaitent, le cas échéant, être entendues par le Conseil supérieur.

Art. 11. Après instruction du dossier, l'administration informe le centre sportif local ou le centre sportif local intégré, par courrier recommandé, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours après la date d'expédition du courrier recommandé.

Art. 12. Le Gouvernement arrête sa décision, après avis du Conseil supérieur, dans un délai de nonante jours à dater de celui-ci.

Art. 13. Un recours auprès du Gouvernement peut être introduit par le centre sportif local ou le centre sportif local intégré dans le cas où le Ministre n'a pas fait connaître sa décision endéans les six mois à dater de la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

Art. 14. Sous peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé endéans les trente jours à dater de la fin du 6ème mois qui suit la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

Le Gouvernement arrête sa décision, après avis du Conseil supérieur, dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du recours.

CHAPITRE II. — *Du subventionnement*

Art. 15. Pour bénéficier de la subvention annuelle de fonctionnement prévue à l'article 11 du décret, les centres sportifs locaux et les centres sportifs locaux intégrés reconnus introduisent une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

Art. 16. Les formulaires visés à l'article 15 sont introduits pour le 31 mars de l'année de l'exercice budgétaire à charge duquel les subventions accordées sur la base du décret sont effectivement liquidées, ci-après dénommée l'année budgétaire. Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Les renseignements y mentionnés se rapportent aux dépenses relatives à la rémunération de son personnel effectuées pendant l'année civile précédant celle de l'année budgétaire, ci-après dénommée année de référence.

Sauf cas de force majeure, tout retard dans la transmission de la demande entraîne la perte du droit à la subvention de fonctionnement.

Art. 17. Chaque centre sportif local ou centre sportif local intégré reconnu joint à sa demande :

- 1° le procès-verbal de sa dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des commissaires au compte;
- 2° le projet du budget de l'année budgétaire;
- 3° le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année de référence;
- 4° le rapport d'activités présenté par les instances dirigeantes et visant notamment les points 1, 2, 3 et 9 de l'article 9 du décret. Une copie de ce rapport sera envoyée à l'association des centres sportifs reconnue.
- 5° le plan d'occupation et d'animation sportives relatif à l'année budgétaire;
- 6° la liste actualisée des infrastructures sportives qu'il gère;
- 7° la liste des membres de son personnel rétribué ou non, quel que soit leur statut, et ayant exercé au moins à mi-temps;
- 8° la liste à jour de ses administrateurs en mentionnant leur nom, adresse et fonction exercée;
- 9° le plan budgétaire prévu à l'article 9, 11° du décret.

Art. 18. Les dépenses à prendre en compte pour le calcul de la subvention annuelle de fonctionnement sont celles exposées par le centre sportif local ou le centre sportif local intégré reconnu pendant l'année de référence.

Art. 19. Les montants maxima des rémunérations à prendre en considération pour le calcul de la subvention sont déterminés comme suit :

- 1° pour les membres du personnel exerçant des tâches de coordination et d'animation :
 - a) durant les trois premières années de prestation au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu : échelle 100/1 (brut);
 - b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu : échelle 110/1 (brut);
 - c) à partir de la dixième année de prestation au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu : échelle 120/1 (brut).
- 2° pour les membres du personnel exerçant des tâches de gestion :
 - a) durant les trois premières années de prestation au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu : échelle 200/1 (brut);
 - b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu : échelle 210/1 (brut);
 - c) à partir de la dixième année de prestation au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu : échelle 220/1 (brut).
- 3° pour les membres du personnel visé à l'article 13, 2ème paragraphe du décret : échelle 300/1 (brut).

Art. 20. Les montants des rémunérations à prendre en considération sont fixés en tenant compte du mode d'indexation appliqué aux traitements des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 21. Les échelles de traitement visées à l'article 19 sont celles reprises en annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 22. Lorsqu'un membre du personnel n'exerce pas une fonction comportant des prestations complètes ou n'a exercé que pendant une partie de l'année de référence, les montants maxima des rémunérations à prendre en considération sont réduits au prorata des prestations effectuées.

Toute rémunération liée à un préavis non presté ne peut être admise à la subvention.

Art. 23. Les montants maxima visé à l'article 19 sont adaptés comme suit en fonction de l'âge atteint par les membres du personnel au 1^{er} janvier de l'année de référence :

- 1° moins de 25 ans : montant minimum;
- 2° de 25 à 34 ans : ancienneté de 5 ans (5ème échelon);
- 3° de 35 à 44 ans : ancienneté de 15 ans (15ème échelon);
- 4° de 45 à 50 ans : ancienneté de 20 ans (20ème échelon);
- 5° plus de 50 ans : ancienneté maximale (dernier échelon).

Art. 24. Les rémunérations des membres du personnel sont admissibles à la subvention pour autant que ceux-ci remplissent les conditions ci-après :

- 1° être d'expression française;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de bonne vie et mœurs;
- 4° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} janvier de l'année de référence;
- 5° être lié au centre sportif local ou au centre sportif local intégré reconnu par un contrat d'emploi, dans le respect des conventions collectives applicables au secteur;
- 6° a) pour les tâches de coordination et d'animation :
 - être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou jugé équivalent plus, à une date fixée par le Ministre, être titulaire d'un brevet de gestionnaire de centres sportifs.
- b) pour les tâches de gestion : être porteur d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur ou jugé équivalent.

Art. 25. Le nombre maximum d'agents du sport pouvant être pris en considération pour le calcul de la subvention est fixé comme suit, l'unité étant définie comme équivalent à un emploi temps plein.

- Communes ou communes associées de moins de 5000 habitants : 0,5 unité
- Communes ou communes associées de 5001 à 20.000 habitants : 1 unité
- Communes ou communes associées de 20.001 à 50.000 habitants : 1,5 unités
- Communes ou communes associées de plus de 50.000 habitants : 2 unités

Le nombre réel d'unités visées au tableau ci-dessus, pourra être adapté à la baisse, en tenant compte des disponibilités budgétaires annuelles.

Art. 26. Dans le cas où le centre sportif local ou le centre sportif local intégré gère une piscine couverte, ouverte au public, d'une longueur d'au moins 25 mètres, un supplément de 0,5 unité est pris en considération : le maximum de 2 unités ne pouvant en aucun cas être dépassé.

Art. 27. L'article 3, 2° du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 28. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 29. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Bruxelles, le 15 septembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Mme Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4244

[2003/201570]

15 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens gegeven op 20 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juli 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 35.769/2/V, gegeven op 19 augustus 2003 bij toepassing van artikel 84, lid 1 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2003,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit moet men verstaan onder :

1° de Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wier bevoegdheid de sport behoort;

2° het decreet : het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra.

HOOFDSTUK I. — *De Erkenning*

Art. 2. Om erkend te worden dient een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum een aanvraag bij de administratie in op de door deze laatste ingediende formulieren.

Art. 3. De aanvraag om erkenning alsmede de bijlagen worden per aangetekende brief aan de administratie meegedeeld.

Art. 4. § 1. Een plaatselijk sportcentrum voegt bij zijn aanvraag om erkenning de volgende documenten :

1° een kopie van zijn statuten en het bewijs van hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een kopie van zijn huishoudelijk reglement;

3° de bijgewerkte lijst van de leden van hun beheersorgaan met de namen, de adressen en de uitgeoefende ambten;

4° de bijgewerkte lijst van de sportinfrastructuren beheerd door het plaatselijk sportcentrum, hun technische beschrijvingen en alle documenten die bewijzen dat het plaatselijk sportcentrum een eigendoms- of bezitsrecht geniet;

5° een activiteitenverslag over het jaar dat het jaar voorafgaat van de indiening van de aanvraag om erkenning en dat inzonderheid de punten 1, 2, 3 en 9 van artikel 9 van het decreet beoogt;

6° het plan van de sportbezetting en -animatie van de betrokken sportinfrastructuren betreffende het lopend jaar;

7° een kopie van de verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid en de herstelling van lichamelijke schade van de gebruikers van de betrokken sportinfrastructuren;

8° alle nodige documenten betreffende de oprichting, de juridische aard en de samenstelling van de Raad van de plaatselijke gebruikers bedoeld in artikel 9, 9) van het decreet;

9° het begrotingsplan bedoeld in artikel 9, 11° van het decreet.

§ 2. De plaatselijke sportcentra georganiseerd in regie worden vrijgesteld de in de punten 1°, 2° en 3° van § 1 bedoelde documenten in te dienen.

Art. 5. Een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum voegt bij zijn aanvraag om erkenning de volgende documenten :

1° die bedoeld in artikel 4 van dit besluit;

2° een kopie van de beslissingen van de inrichtende machten waarvan de sportinfrastructuren bestemd voor de scholen afhangen, die buiten de schooluren het beheer van de bedoelde infrastructuren aan het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum toevertrouwen.

Art. 6. Wanneer een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum sportinfrastructuren beheert die gelegen zijn op de gebieden van verschillende gemeentes, worden de beraadslagingen van de Gemeenteraden die hun aansluiting op het plaatselijk sportcentrum of op het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum toelaten, gevoegd bij de aanvraag om erkenning.

Art. 7. Om erkend te worden moet een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum minstens één overdekte sportinfrastructuur beheren met een sportoppervlakte van minstens 286 m², volgens de regels ingericht en berust om in alle veiligheid de training en de competitie toe te laten in minstens vijf verschillende sporttakken waarvan één van de belangrijkste ballonsporten (volleybal, basketbal, handbal, voetbal in een zaal) en infrastructuren in openlucht die de reglementaire praktijk van minstens drie sporttakken in alle veiligheid toelaten.

Art. 8. De Minister wordt belast met het nemen van de beslissingen inzake toekenning, niet-erkenning, opheffing of intrekking van erkenning. De beslissing om erkenning of niet-erkenning wordt genomen binnen de 6 maanden vanaf de versturing van de aanvraag om erkenning.

Art. 9. Elke beslissing genomen krachtens artikel 8 wordt bekendgemaakt aan het plaatselijk sportcentrum of aan het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum.

Art. 10. Binnen de dertig dagen volgend op de bekendmaking van de beslissing om niet-erkenning, opheffing of intrekking van de erkenning, kan het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum een beroep indienen bij de Regering.

Op straffe van nietigheid wordt het beroep per aangetekende brief ingediend en bevat de volgende elementen :

1° de motivering van het beroep;

2° de argumenten of eventuele nieuwe elementen die het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum wil laten gelden;

3° de identiteit van de persoon/personen die het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd sportcentrum vertegenwoordigt(en) en die in voorkomend geval gehoord wil(len) worden door de Hoge raad.

Art. 11. Na onderzoek van het dossier informeert het bestuur het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum per aangetekende brief over de datum en uur waarop de Hoge raad voor advies het beroep zal onderzoeken.

Daartoe komt de Hoge raad minstens veertien dagen na de datum van versturing van de aangetekende brief bijeen.

Art. 12. De Regering neemt haar beslissing na advies van de Hoge raad binnen een termijn van negentig dagen vanaf dat advies.

Art. 13. Een beroep bij de Regering kan ingediend worden door het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum in het geval de Minister zijn beslissing niet heeft bekendgemaakt binnen de zes maanden vanaf de datum van het indienen van de aanvraag om erkenning.

Art. 14. Op straffe van nietigheid wordt het beroep per aangetekende brief ingediend binnen de dertig dagen vanaf het einde van de zesde maand volgend op de datum van aanvraag om erkenning.

De Regering neemt haar beslissing na advies van de Hoge raad binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum van versturing van het beroep.

Hoofdstuk II : Subsidiëring

Art. 15. Om de jaarlijkse werkingssubsidie bedoeld in artikel 11 van het decreet te genieten, dienen de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra bij het bestuur een aanvraag in op de door deze laatste geleverde formulieren.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde formulieren worden ingediend voor 31 maart van het begrotingsjaar waarop de subsidies, die op basis van het decreet toegekend worden, effectief uitbetaald, hierna het begrotingsjaar genoemd. Ze worden aangevuld, vergezeld van elk document dat vereist en getekend is door minstens twee daartoe gemachtigde bestuurders.

De informatie die vermeld is, betreft de uitgaven voor de bezoldiging van zijn personeel tijdens het kalenderjaar dat het begrotingsjaar voorafgaat, hierna het referentiejaar genoemd.

Behalve bij overmacht heeft elke vertraging in de overdracht van de aanvraag het verlies van het recht op de werkingssubsidie tot gevolg.

Art. 17. Elk erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum voegt bij zijn aanvraag :

1° het proces-verbaal van zijn laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de commissarissen voor de rekening;

2° het begrotingsproject van het begrotingsjaar;

3° de balans en de exploitatierekening, in uitgaven en opbrengsten, van het referentiejaar;

4° het activiteitenverslag voorgesteld door de leidende instanties en die inzonderheid de punten 1, 2, 3 en 9 van artikel 9 van het decreet beogen. Een kopie van dat verslag zal gestuurd worden naar de vereniging van de erkende sportcentra.

5° het sportbezettings- en animatieplan betreffende het begrotingsjaar;

6° de bijgewerkte lijst van de sportinfrastructuren die hij beheert;

7° de lijst van de al dan niet bezoldigde personeelsleden, ongeacht hun statuut, die minstens een halftijdse betrekking hebben gehad;

8° de bijgewerkte lijst van zijn bestuurders met verwijzing van hun naam, adres en uitgeoefend ambt;

9° het begrotingsjaar bedoeld in artikel 9, 11° van het decreet.

Art. 18. uitgaven die in acht moeten worden genomen voor de berekening van de jaarlijkse werkingssubsidie zijn deze die bepaald zijn door het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sport centrum erkend tijdens het referentiejaar.

Art. 19. De maximale bezoldigingsbedragen die in acht genomen moeten worden voor de berekening van de subsidie worden als volgt bepaald :

1° voor de leden van het personeel dat coördinatie- en animatietaken uitvoert :

a) tijdens de eerste drie prestatie jaren binnen een erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum : schaal 100/1 (bruto);

b) tijdens de periode van het vierde tot het negende prestatiejaar binnen een erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum : schaal 110/1 (bruto);

c) vanaf het tiende prestatiejaar binnen een erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum : schaal 120/1 (bruto).

2° voor de personeelsleden die beheerstaken uitvoeren :

a) tijdens de eerste drie prestatie jaren binnen een erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum : schaal 200/1 (bruto);

b) tijdens de periode van het vierde tot het negende prestatiejaar binnen een erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum : schaal 210/1 (bruto);

c) vanaf het tiende prestatiejaar binnen een erkend plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum : schaal 220/1 (bruto).

3° voor de leden van het personeel bedoeld in artikel 13, 2de paragraaf van het decreet : schaal 300/1 (bruto).

Art. 20. De bedragen van de bezoldigingen die in acht moet worden genomen, worden vastgesteld met inachtneming van de indexeringswijze van toepassing op de bezoldigingen van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 21. De weddeschalen bedoeld in artikel 19 zijn deze opgenomen in bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 22. Wanneer een personeelslid geen ambt uitoefent dat volledige prestaties bevat of dat ambt slechts tijdens een deel van het referentiejaar heeft uitgeoefend, worden de maximale bedragen van de in acht te nemen bezoldigingen beperkt naar verhouding van de uitgeoefende prestaties.

Elke bezoldiging gebonden aan een niet-gepresteerde vooropzeg kan gesubsidieerd worden.

Art. 23. De maximale bedragen bedoeld in artikel 19 worden als volgt aangepast in functie van de leeftijd bereikt door de personeelsleden op 1 januari van het referentiejaar :

- 1° minder dan 25 jaar : minimumbedrag;
- 2° van 25 tot 34 jaar : anciënniteit van 5 jaar (5de trap);
- 3° van 35 tot 44 jaar : anciënniteit van 15 jaar (15de trap);
- 4° van 45 tot 50 jaar : anciënniteit van 20 jaar (20ste trap);
- 5° meer dan 50 jaar : maximale anciënniteit (laatste trap).

Art. 24. De bezoldigingen van de personeelsleden krijgen een subsidie voor zover deze aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° Franstalig zijn;
- 2° burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° van goed en zedelijk gedrag zijn;
- 4° de leeftijd van 65 jaar nog niet bereikt hebben op 1 januari van het referentiejaar;
- 5° door een betrekkingcontract gebonden zijn aan het erkend plaatselijk sportcentrum of aan het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum, met naleving van de collectieve overeenkomsten van toepassing op de sector;

6° a) voor de coördinatie- en animatietaken : drager zijn van een diploma van het hoger onderwijs of een diploma dat ermee gelijkgesteld is, op een datum die door de Minister bepaald wordt, houder zijn van een beheersbrevet van sportcentra.

b) voor de beheerstaken : drager zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of een diploma dat ermee gelijkgesteld is.

Art. 25. Het maximaal aantal sportleden die in acht kunnen genomen worden voor de berekening van de subsidie, wordt als volgt vastgesteld, waarbij de eenheid bepaald is als het equivalent van een voltijdse betrekking.

Gemeentes of deelgemeentes van minder dan 5000 bewoners : 0,5 eenheid

Gemeentes of deelgemeentes van 5001 tot 20000 bewoners : 1 eenheid

Gemeentes of deelgemeentes van 20001 tot 50000 bewoners : 1,5 eenheden

Gemeentes of deelgemeentes van meer dan 50000 bewoners : 2 eenheden

Het werkelijk aantal eenheden bedoeld in de bovenvermelde tabel zal kunnen aangepast worden in functie van de jaarlijkse begrotingsbeschikbaarheden.

Art. 26. In het geval het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum een openbaar overdekt zwembad zou beheren, van een lengte van minstens 25 meter, wordt een supplement van 0,5 eenheid in acht genomen : het maximaal aantal eenheden mag geenszins hoger zijn dan 2.

Art. 27. Artikel 3, 2° van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 28. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 29. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 september 2003.

Brussel, 15 september 2003,

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4245

[2003/201449]

16 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française abrogeant l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe, et l'arrêté de l'Exécutif du 4 juillet 1985 fixant les modalités et les conditions de l'entraînement des jeunes cyclistes de 12 à 15 ans, sur ou en dehors de la voie publique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1965, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 30 janvier 1996, 21 avril 1998 et 30 mars 2001;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 4 juillet 1985 fixant les modalités et les conditions de l'entraînement des jeunes cyclistes de 12 à 15 ans, sur ou en dehors de la voie publique, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 juin 1994 et 28 mai 1996;

Vu l'avis de la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport, donné le 20 juin 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air, donné le 30 juin 2003;